

Correspondance Internationale

LA VÉRITÉ

Débats - Théorie - Doctrine et histoire - Résolutions - Vie du mouvement

Projet de résolution sur le Salvador, le Nicaragua et la révolution en Amérique centrale



Nous publions ci-dessous l'avant-projet de résolution sur l'Amérique centrale pour la discussion au conseil général de la « IV^e Internationale (Comité international) ». Ce texte a fait l'objet d'une première discussion au sein du comité exécutif qui le considère comme une base pour ouvrir la discussion.

La révolution prolétarienne et la politique de l'impérialisme en Amérique centrale

1. Dans les premiers mois de 1981, la révolution prolétarienne et les forces de la contre-révolution sont parvenues à des niveaux très élevés de confrontation en Amérique centrale. Le dénouement de l'offensive générale entreprise par le FMLN au Salvador et l'entrée en fonction du gouvernement Reagan indiquent, en même temps, les nouvelles intentions d'écraser le mouvement des masses, et la force de la montée révolutionnaire.

Malgré la politique conciliatrice et capitulatrice des directions petites-bourgeoises qui sont à la tête des masses, face aux nouvelles attaques de l'impérialisme et des bourgeoisies, la lutte de la classe ouvrière et des secteurs opprimés se radicalise et s'étend.

2. La perspective est celle d'une période d'affrontements de classes croissants, de généralisation de la situation révolutionnaire dans toute la région, de polarisation des forces dans différents pays tendant à en arriver à des situations insurrectionnelles et de guerre civile.

Cette perspective ressort de la profondeur atteinte par la crise de la domination impérialiste en Amérique centrale. Elle s'exprime sur tous les terrains : dans la crise économique, dans la dislocation du marché commun centro-américain, dans la crise des régimes dictatoriaux ou de la traditionnelle démocratie costaricaine. Avec des différences de rythme et d'intensité dans chaque pays, aujourd'hui toutes les institutions de domination de la bourgeoisie sont en déliquescence.

C'est la conjonction de la situation révolutionnaire et de guerre civile au Salvador et de la révolution prolétarienne ouverte au Nicaragua qui constitue l'axe actuel de cette situation. A cela s'ajoute le processus en cours au Guatemala, qui a eu des expressions significatives avec la grève de 60 000 ouvriers agricoles au début de 1980 et qui a continué à se développer.

La crise du gouvernement de Carazo, le renouveau de la mobilisation anti-impérialiste au Panama contre les bases yankees et contre la politique anti-ouvrière du gouvernement, la restructuration préventive du gouvernement militaire au Honduras et son extraordinaire équipement militaire montrent que l'instabilité de ces pays peut les amener rapidement à la crise révo-

Tous ces éléments indiquent la grande unité de la révolution centro-américaine et la profondeur du processus commencé au début des années 1970, et qui a eu avec la défaite de Somoza un catalyseur pour mettre à l'ordre du jour la révolution prolétarienne dans la région.

3. L'impérialisme nord-américain comprend bien qu'avec la situation en Amérique centrale, un point névralgique de sa domination est en jeu, et pour cette raison il n'a cessé ses tentatives contre-révolutionnaires. La tactique initiale de Carter d'« ouvertures contrôlées » pour dévier et vaincre la mobilisation des masses est allée d'échec en échec et est finalement entrée dans une crise complète. La montée de la révolution mondiale, avec les triomphes au Nicaragua et en Iran, avec la révolution en Pologne et avec la crise de la junte civile et militaire au Salvador, a entraîné la faillite de la prétendue « politique des droits de l'homme » et a amené l'impérialisme à faire un usage croissant des moyens militaires, comme instrument contre-révolutionnaire. C'est ce qui a été mis en pratique par Carter à la fin de son mandat, alors que commençait l'offensive du FMLN, en apportant de nouveau son aide militaire à la junte salvadorienne. Le gouvernement de Reagan va exprimer de façon cohérente ce tournant de la politique de l'impérialisme vers un accroissement du militarisme, et de la pression sur la bureaucratie pour tenter de contenir la vague révolutionnaire.

Reagan, dès le moment de son entrée en fonctions, a commencé une campagne pour tenter de défaire la révolution en Amérique centrale et pour garantir l'hégémonie et le contrôle complet sur la région. Cette campagne a pris la forme d'un large soutien économique et militaire à la junte salvadorienne, de l'envoi d'armes et de conseillers pour combattre la guérilla. En même temps, Reagan a exercé une pression redoublée sur la bureaucratie du Kremlin, Cuba et le GRN du Nicaragua, pour rechercher une collaboration plus efficace dans la recherche du statu quo dans la région et pour éviter un processus de révolution permanente. Cela a été le sens des accusations sur l'envoi d'armes, des menaces de blocus de Cuba et de la suspension de crédits et d'aides au Nicaragua.

Projet de résolution sur le Salvador le Nicaragua et l'Amérique centrale

Suite de la page II

Nous assistons à une situation complexe où, d'une part, l'intervention impérialiste s'intensifie et augmente le danger de formes d'intervention militaire plus directes, et où, d'autre part, les Etats-Unis s'affrontent à des contradictions croissantes pour une intervention comme celle de Saint-Domingue ou un « nouveau Vietnam ». Dans ce cadre, la collaboration de la bureaucratie stalinienne et de la social-démocratie deviennent précieuses pour les nécessités de l'impérialisme.

La radicalisation des masses et le problème de la direction

4. Au Salvador et au Nicaragua, un processus se présente, analogue à celui de la révolution de février en Russie, en ce qui concerne le rapport entre les masses et le caractère de la direction qui les conduit. Ici s'exprime de façon aiguë la contradiction entre une mobilisation qui tend objectivement à la destruction des piliers de l'Etat bourgeois et les directions petites-bourgeoises reconnues par les masses, qui tentent à tout prix de limiter ces révolutions à un contenu nationaliste et démocratique bourgeois. Contre la dynamique objective qui donne une actualité à un gouvernement ouvrier et paysan, ce sont surtout les directions petites-bourgeoises, centristes, pro-castristes ou stalinienne qui agissent et impulsent le front populaire, des gouvernements de collaboration de classes, politiques qui mènent à la défaite de la révolution.

5. Face aux pressions impérialistes, les masses répondent par un élan anti-bourgeois et anti-impérialiste croissant ; c'est ainsi que le montrent les attaques contre le MDN et la participation massive à l'entraînement des milices. Le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie est toujours en crise et dans des conditions de plus en plus précaires ; le FSLN, malgré ses tentatives d'« élargissement de l'unité nationale », s'est vu obligé en mars de restreindre la junte et d'assumer un contrôle plus grand.

Même si les menaces croissantes de la contre-révolution et la nécessité de résister à la pression des Etats-Unis amènent le FSLN à encourager les milices, en même temps le sandinisme cherche à les contrôler par le biais de l'armée, l'EPS, à en contrôler l'armement et à éviter qu'elles acquièrent une

autonomie et qu'elles dépendent directement et démocratiquement des organes de masse.

En conséquence de cette double pression, des masses d'un côté, et de l'impérialisme de l'autre, le sandinisme conduit peu à peu le GRN à un gouvernement bonapartiste s'appuyant surtout sur l'EPS. Un gouvernement instable non seulement à cause des caractéristiques de la lutte des classes dans la région, mais parce que l'EPS lui-même qui lui sert de pilier est rempli de contradictions de par son origine et à cause de l'absence d'un corps d'officiers qui ont suivi et qui sont liés directement à la bourgeoisie.

Alors que les conditions objectives poussent dans une plus grande mesure vers un gouvernement ouvrier et paysan, le FSLN lutte pour éviter une rupture complète et ouverte avec la bourgeoisie et pour offrir des garanties aux patrons et à l'impérialisme. Le FSLN maintient une politique de reconstruction capitaliste basée sur le financement par les Etats-Unis et les gouvernements impérialistes européens.

Le FSLN, avec sa politique d'unité nationale, permet à la bourgeoisie de prendre de nouvelles initiatives et de se renforcer sur tous les terrains. Le gouvernement sandiniste répond à la pression impérialiste en donnant des preuves de non-ingérence dans le processus révolutionnaire en Amérique centrale, en cherchant à maintenir et à amplifier les liens avec le FMI, les agences financières, et en montrant sa disposition à contribuer avec les Etats-Unis à la recherche d'une « solution politique » avec la junte salvadorienne.

6. Pendant qu'au Nicaragua la direction sandiniste oppose sa politique nationaliste petite-bourgeoise à la perspective de rupture avec la bourgeoisie et de son expropriation, au Salvador le FMLN impulse un programme et une politique qui mettent en danger la défaite de la junte civile et militaire.

La différence substantielle entre le FSLN dans la lutte contre Somoza et la direction actuelle au Salvador est dans la participation du PC stalinien à la direction politique et militaire. Cette différence signifie que les accords contre-révolutionnaires du Kremlin avec le gouvernement US se répercutent directement sur la direction des masses, menaçant en permanence l'action contre la dictature.

Le FMLN s'est formé en 1980 en regroupant quatre organisations nationalistes petites-bourgeoises avec le PC salvadorien. Le programme qui leur sert de base est conçu dans les termes stalinien de la révolution par étapes, de l'instauration d'un gouvernement avec des



Fidel Castro à Managua, pour l'anniversaire de la chute de Somoza : « Le Nicaragua ne sera pas un autre Cuba ! »

secteurs de la bourgeoisie et avec des militaires « patriotes » de l'armée actuelle. C'est un programme anti-dictatorial qui tronque les tâches face aux capitalistes et à l'impérialisme, y compris par rapport aux programmes de quelques-unes des organisations nationalistes petites-bourgeoises.

La formation du FMLN, qui regroupe des organisations qui se réclament de la classe ouvrière, a représenté une réponse aux aspirations d'unité des masses pour la lutte contre la dictature et a servi à centraliser les actions. L'efficacité de cette unité se trouve cependant attaquée en permanence par le programme et la politique de coalition de classes et par l'intervention du PC salvadorien.

Le PCS s'est caractérisé depuis sa fondation par sa liaison étroite avec l'appareil stalinien et a, au Salvador, une longue histoire de capitulations et de trahisons. Les plus récentes en ont été le soutien à la dictature en 1969 durant la guerre contre le Honduras et les politiques de conciliation avec la démocratie chrétienne et le MNR aux élections de 1972, qui ont atteint leur point culminant dans la collaboration avec l'impérialisme et l'armée en août 1979. Le PCS a participé à la constitution de la junte, en entrant dans la manœuvre de l'impérialisme destinée à éviter que la mobilisation des masses ne renverse la dictature de Romero par la voie révolutionnaire.

Le PCS est passé à l'opposition et à la lutte armée seulement au moment où la mobilisation des masses a débordé la junte et où cette dernière a montré son incapacité à contenir la montée révolutionnaire, quand la guerre civile s'est généralisée et quand la répression exercée par l'armée et les bandes fascistes n'ont pas laissé de place à la collaboration avec les militaires.

7. C'est aussi un trait particulier du processus au Salvador : la participation du MNR à la direction. C'est un parti nationaliste bourgeois membre de la social-démocratie, comme le sont de nombreux autres partis bourgeois en Amérique latine.

La rupture du MNR avec la junte dont il faisait partie et son intégration au Front démocratique révolutionnaire, avec une fraction de la démocratie chrétienne et le FMLN est une expression de la crise de la bourgeoisie et du passage à l'opposition de larges secteurs de la petite bourgeoisie. En même temps, cela fait partie de la politique de l'Internationale socialiste, agent diplomatique et « démocratique » de l'impérialisme, d'intervention directe dans la lutte contre la dictature pour faciliter son travail qui est

d'empêcher que la révolution aille plus loin et menace l'ordre bourgeois.

Le Front démocratique révolutionnaire n'est pas simplement un accord de lutte anti-dictatorial ou l'expression d'une nécessaire unité d'action contre la junte et l'impérialisme. Par son programme et sa politique, c'est un accord de front populaire et un instrument de négociation en termes acceptables pour les Etats-Unis et les gouvernements bourgeois dits « démocratiques » (Mexique, Panama, France, Allemagne).

8. Dans l'offensive de janvier et dans la situation actuelle, on a constaté cette contradiction entre la disposition de lutte des masses contre la dictature et l'impérialisme et les politiques conciliatrices de la direction.

L'offensive de janvier a échoué dans l'objectif proclamé de passer aux combats définitifs pour renverser la dictature, comme conséquence de la politique du FMLN et du FDR. Elle a été comprise par les organisations nationalistes petites-bourgeoises comme une offensive de pression envers le gouvernement Carter et avec l'illusion de confronter Reagan à une situation de fait d'une large démonstration de force et de début de négociations. Pour cette raison, le moment de l'appel à la grève générale et à l'insurrection a été choisi par celles-ci en fonction de cette pression et sans prendre en compte l'état de préparation et de mobilisation des masses.

Les moments de plus grande montée qui ont eu lieu au moment de la chute de Romero et de la crise de la junte jusqu'en mars 1980 avaient été perdus ; alors, la démobilisation n'a pas été reconnue, pas plus que le régime de terreur imposé par la dictature à San Salvador, et seule la continuité de la montée dans les campagnes a été prise en compte.

Pour le PC, il s'agissait consciemment de provoquer une défaite militaire de la guérilla qui visait à provoquer un recul profond du mouvement des masses.

La politique de collaboration de classes s'est exprimée sur tous les terrains. Par exemple, dans l'absence d'un travail conséquent chez les soldats, et, par contre, par la recherche d'accords avec les officiers. Elle s'est également exprimée à travers un plan militaire qui, de façon prématurée, proposait de passer à une guerre de mouvement et de positions. Au moment important de l'offensive, au lieu de diriger les masses dans leur lutte contre la junte, le FDR s'occupa de rechercher les formules d'un accord avec les Etats-Unis.

Après l'offensive, une fois repliés les détachements de guérilleros et de miliciens, la direction du FMLN insiste sur la possibilité d'une solution « politique », ce qui veut dire une solution dans destruction de l'armée et des corps répressifs de la dictature. Et le MNR, depuis la direction du FDR, avance les propositions de la social-démocratie pour une négociation entre les secteurs « démocratiques » de la junte — la démocratie chrétienne — et de l'opposition — le MNR. Cependant, l'offensive, malgré son échec, ainsi que la lutte qui a continué sans une modification substantielle du rapport des forces indiquent la capacité de combat des masses et la possibilité de défaite de la junte. Le soutien de l'impérialisme n'a pas été suffisant pour donner à la dictature la capacité d'écraser la montée révolutionnaire. La guérilla doit répondre à l'offensive de la dictature et s'appuyer sur les masses, et, ce qui est fondamental, les méthodes fascistes ne parviennent pas à défaire les masses et celles-ci maintiennent leur pression sur les directions.

Cuba en Amérique centrale

9. L'influence de Cuba parmi les organisations de guérilla, centristes et nationalistes en Amérique centrale et latine est indiscutable. Cette réalité s'est faite de nouveau sentir avec les menaces et pressions de Reagan contre Cuba pour que celui-ci suspende tout soutien à la guérilla salvadorienne et collabore à la défaite de la révolution.

De cette influence de Castro dans les directions de guérilla et des positions anti-impérialistes exprimées par le PC cubain, le Secrétariat unifié et en particulier le SWP ont tiré la conclusion que la direction cubaine n'est pas stalinienne, qu'elle a une position indépendante de l'URSS et qu'elle remplit un rôle d'avant-garde dans l'impulsion de la révolution prolétarienne en Amérique centrale.

A l'inverse de ce que dit le SU, la politique internationale de Cuba constitue une unité et est en même temps partie constitutive de la politique générale du stalinisme dirigée par le PC d'Union soviétique. La politique castriste impulsée en Amérique centrale a le même caractère que celle mise en place en Afrique, et c'est seulement à cause de circonstances concrètes qu'elle revêt des formes distinctes. Il y a aussi unité entre la politique de Castro au Salvador et les positions définies en faveur de l'intervention soviétique en Pologne ou de l'occupation de l'Afghanistan.

La ligne de Castro en Amérique latine a été caractérisée par le soutien aux gouvernements et mouvements nationalistes bourgeois ou

Une rectification

Le 24 février dernier, à Londres, a eu lieu un meeting d'ouverture de la discussion en Grande-Bretagne autour de la politique et des tâches de la « IV^e Internationale (Comité international) ». Dans cette réunion, un camarade « loriste » — c'est-à-dire militant du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) bolivien, dirigé par Guillermo Lora — a fait une critique à Correspondance internationale.

Selon lui, et en accord avec des informations données par son organisation, Correspondance internationale aurait déformé une citation de Lora en la transformant en son contraire. Cela se serait passé dans l'article intitulé *Bolivia : un premier bilan*, paru dans Correspondance internationale numéro 4 de janvier 1981, et rédigé par le camarade Luis Favre.

La vérité est l'arme la plus puissante du trotskysme. Donc, notre direction, et en premier lieu le camarade Favre, se sont empressés de signaler que, à cause d'une erreur de traduction de l'espagnol en fran-

çais, une phrase attribuée à Lora était de Garcia Meza.

Page 17 de ce numéro 4 de notre revue, sous le titre *Les « prédictions » de Lora*, au 4^e paragraphe, au lieu de lire : « J'ai déjà dit que le coup d'Etat se fera pour défendre la démocratie, qu'il s'agit d'une démocratie inédite et que l'armée a pour tâche de contrôler le retour progressif à la démocratie », il faut lire : « Donc, ce coup d'Etat se fera pour défendre la démocratie ; il a déjà dit (Garcia Meza) qu'il s'agit d'une démocratie inédite et que l'armée a pour tâche de contrôler le retour progressif à la démocratie. »

Comme l'objectif de cet éclaircissement est de rectifier cette phrase, nous ne voulons pas démontrer ici que cet amendement ne modifie en rien l'interprétation et la polémique entamée, avec juste raison, par L. Favre. Il reste de nombreux numéros de Correspondance internationale à paraître, où nous pourrions démontrer d'une manière plus complète quelle place occupe Guillermo Lora dans le mouvement trotskyste.

des gouvernements avec seulement des traits nationalistes. Les exemples de Torrijos, Velasco Alvarado ou Carlos Andres Perez sont largement connus. Le fait d'avoir pour centre cette politique, qui n'attaque en aucune façon les bases de la domination bourgeoise, est ce qui permit un contact permanent avec le gouvernement mexicain.

D'autre part, la direction castriste a soutenu des mouvements nationalistes petits-bourgeois — dont quelques-uns centristes — pour servir de pont à leur subordination aux partis stalinien et à leur programme de front populaire ou de capitulation.

Sur la ligne de défense de gouvernements nationalistes bourgeois et de contribution pour empêcher que la révolution n'aille plus loin, Castro a joué un rôle actif face au Nicaragua en soutenant le GRN et l'idée que « le Nicaragua ne doit pas être un autre Cuba ».

10. En réponse aux menaces de Reagan, Castro a répété ce qu'il avait dit au II^e Congrès du PC cubain : « Cuba considère que la normalisation des relations avec les Etats-Unis favoriserait le climat politique en Amérique latine et dans les Caraïbes, et contribuerait à la détente mondiale. » Cela représente la mise en relief de l'influence de Cuba dans la région, sa capacité de pression pour démontrer la disposition à contribuer à la stabilisation d'une région secouée par la révolution prolétarienne et, ce qui revient au même, souligner que la politique de Cuba fait partie de celle de l'URSS. La déclaration du II^e Congrès du PC cubain qui parle du gouvernement argentin comme de quelque chose de radicalement différent des sanglantes dictatures du continent, ne fait que ratifier cette subordination de Cuba à la politique du Kremlin et aux accords qu'il établit avec les Etats-Unis dans des zones de la « détente ». Comme Brejnev l'a dit dans son discours au congrès du PC d'Union soviétique, la priorité pour l'URSS est de contenir la révolution en Pologne et de stabiliser le Moyen-Orient et l'Afghanistan, l'Amérique centrale étant la part qui revient à l'impérialisme.

La capitulation du Secrétariat unifié

11. Face à la montée de la révolution au Salvador, le Secrétariat unifié a continué à exprimer sa politique de capitulation devant les directions petites-bourgeoises, centristes et castristes. Pour le SU et ses porte-parole, le FMLN est une direction révolutionnaire qui lutte pour

l'indépendance de classe, et le FDR est un front anti-impérialiste et anti-capitaliste. Comme cela s'est passé pour la révolution nicaraguayenne, le SU place les tâches de la IV^e Internationale sur le terrain exclusif de la solidarité avec ces directions et renonce à la construction de sections dans ces pays.

Il y a dans les positions du SU et de ses porte-parole, face au Salvador, une constante révisionniste qui les amène à la capitulation : ils ne prennent pas en compte la question du pouvoir, ils embellissent les tâches proposées par le nationalisme petit-bourgeois pour ignorer la question centrale des programmes de celui-ci qui est la lutte pour des gouvernements de collaboration de classes. Ils établissent une rupture nette entre les objectifs gouvernementaux et la stratégie et la tactique utilisées par ces organisations.

C'est pour cette même raison qu'ils révisent les conceptions bolcheviques sur le front unique anti-impérialiste en l'identifiant avec le FDR. Sous le prétexte du front anti-impérialiste, les porte-parole du SU capitulent devant le front populaire.

L'article de Miguel Romero, dirigeant de la LCR (espagnole) et membre du Secrétariat unifié, est une claire expression de la capitulation du SU :

« Dans la réponse que le FFMLN donne à chacune des tâches centrales de la révolution, nous reconnaissons l'application aux conditions concrètes du Salvador de la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière, une lutte qui rompt radicalement avec le réformisme (...). Le FDR est au service de la mobilisation des masses ; le contenu anti-impérialiste de son programme n'est pas avancé comme une excuse pour éviter les tâches anti-capitalistes de la révolution : au contraire, il intègre les tâches de cette nature qui sont immédiatement nécessaires dans les conditions du Salvador. » (Miguel Romero, *Combate*, n° 218 du 6 février 1981).

12. La conclusion centrale à laquelle conduisent les positions du Secrétariat unifié est d'attribuer aux organisations centristes, castristes d'Amérique centrale, et y compris au PC salvadorien qui fait partie du FMLN, le caractère de directions consciemment dirigées vers la rupture avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme, et vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. La construction de partis de la IV^e Internationale est alors considérée comme complètement inutile et subordonnée aux auto-

transformations des directions petites-bourgeoises.

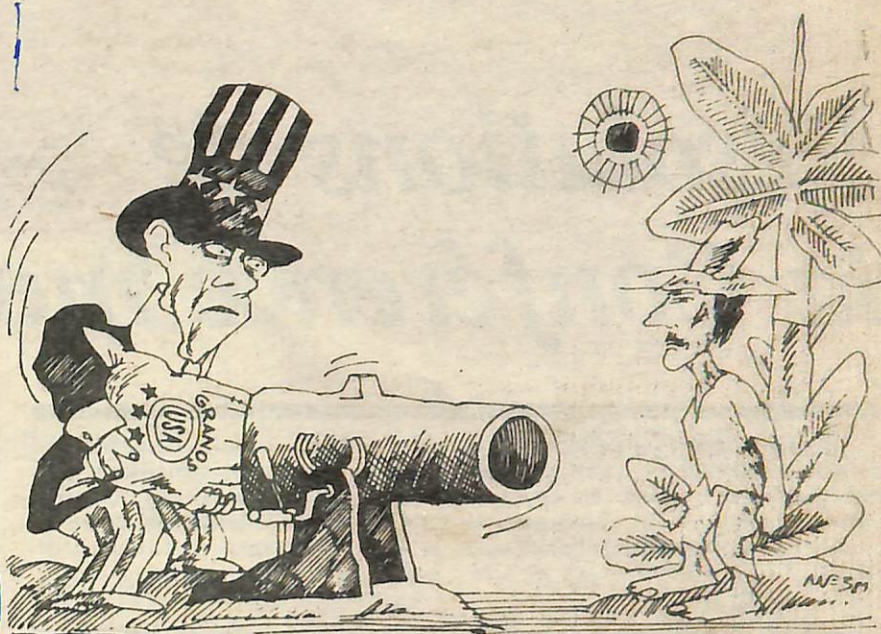
La politique de la « IV^e Internationale (Comité international) »

13. La « IV^e Internationale (Comité international) » a déjà défini comme une tâche fondamentale à l'heure actuelle : soutenir la lutte pour la défaite des dictatures et régimes soutenus par l'impérialisme, contribuer par tous les moyens à la défaite de la domination impérialiste dans la région. Dans cette perspective, la construction de sections de la IV^e Internationale a été considérée comme le pilier de la stratégie révolutionnaire.

Au Salvador comme au Nicaragua, nous nous trouvons face à des situations révolutionnaires qui se produisent sans l'existence d'un parti bolchevique. Face aux directions opportunistes reconnues par les masses, les organisations trotskystes sont encore jeunes et constituant des petits noyaux. Cependant, en raison de la situation objective elle-même, il est possible d'avancer à des rythmes très supérieurs à la « normale » dans la consolidation des directions et dans une croissance quantitative.

Les militants de la IV^e Internationale se distinguent en Amérique centrale en étant les combattants les plus décidés et les plus intransigeants sur les mots d'ordre : A bas la dictature ! Dehors l'impérialisme ! Pour la révolution agraire et l'Assemblée constituante souveraine ! Que les patrons paient la crise ! Pour l'unité de la lutte révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! Pour la Fédération socialiste d'Amérique centrale et des Caraïbes ! La lutte pour le front unique anti-impérialiste est au centre de la tactique actuelle, sur la base d'un combat pour l'indépendance politique du prolétariat. Le soutien à la révolution au Nicaragua et au Salvador donne l'unité à toute l'activité des organisations en Amérique centrale et se place parmi les priorités de toutes les sections de l'Internationale.

14. Ce qui est dit antérieurement signifie qu'au Nicaragua les mots d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan sont le nœud de notre programme : que le FSLN rompe avec la bourgeoisie et prenne tout le pouvoir ! Face à l'offensive bourgeoise et à l'agression impérialiste : en avant vers un gouvernement ouvrier et paysan ! Armement général de la population et des milices, et con-



trôle des entreprises par les travailleurs !

Le degré de polarisation de la lutte des classes fait que l'affrontement ouvert avec la bourgeoisie et l'impérialisme apparaît aux yeux des masses comme une nécessité immédiate, et avec elle les revendications de *Programme de transition*. Les ennemis de la révolution sont connus de tous ! Que les patrons exploités paient la reconstruction ! Contre le sabotage économique, nationalisation des grandes industries et des grandes propriétés terriennes ! Contre les latifundios de Robelo et Cie, une véritable réforme agraire !

La politique du FSLN se heurte de plus en plus aux aspirations des masses et il va être inévitable que des secteurs de travailleurs commencent à chercher une autre alternative politique. Le GRN en crise tend à paraître clairement comme ce qu'il est : un instrument de domination au service du patronat. Face aux plans d'austérité et à la limitation des libertés démocratiques, des droits de grève, d'organisation indépendante, il faut lancer avec conséquence les mots d'ordre démocratiques et lutter pour le développement des organes de pouvoir des masses. Que les milices élisent leurs responsables et soient centralisées par les organes de masse et la coordination nationale syndicale ! Contrôle de la production et des journées de travail avec les milices et les comités d'usine ! Que les soldats de l'EPS s'organisent démocratiquement et élisent leurs responsables politiques ! Pour un congrès national des organisations ouvrières et populaires qui désignent un gouvernement qui

donne une réponse à l'offensive impérialiste et bourgeoise !

Au Nicaragua, les masses ressentent la lutte du peuple du Salvador comme leur propre lutte ! Que le GRN rompe les relations avec la junte assassine ! Que le FMLN soit reconnu comme force belligérante !

Au Salvador, les positions triomphalistes qui affirment qu'on est passé à une étape d'offensive définitive et de guerre de mouvement ou de positions méconnaissent le véritable rapport de forces. Ce sont seulement l'autre visage de la politique de capitulation et de conciliation. Il est toujours possible de passer à une contre-offensive qui ouvre la voie de la défaite de la dictature, à condition que soit maintenue la guerre de guérilla, que les milices soient élargies, qu'on construise et qu'on étende les comités de soutien à la ville et dans les campagnes, et qu'on avance le patient travail d'organisation des travailleurs pour la grève générale et l'insurrection populaire.

La perspective du triomphe contre la dictature est donnée par le développement de la révolution en Amérique centrale, dans le renforcement de la lutte de guérilla et la préparation effective de la grève générale insurrectionnelle. Cela suppose de montrer aux masses une position intransigeante contre la junte et son armée, et contre l'impérialisme, et non pas le chemin de la négociation dans des termes acceptables par les Etats-Unis. Cela suppose de dresser plus que jamais les drapeaux de la révolution agraire et de l'expropriation des grandes entreprises nationales et impérialistes, de montrer aux masses la perspective d'un gouvernement du FMLN et des organisations de masse sans représentants de la bourgeoisie, civils ou militaires.

15. En même temps que l'impulsion de la construction du parti dans chaque pays, la campagne à l'échelle mondiale en soutien à la révolution au Nicaragua, au Salvador et dans toute l'Amérique centrale continue à être une activité permanente de la « IV^e Internationale (Comité international) » et de toutes ses sections.

Face aux nécessités de la révolution prolétarienne, la IV^e Internationale se situe avec la lutte des masses populaires contre les dictatures et l'impérialisme, et aussi contre les accords contre-révolutionnaires impulsés par le stalinisme et l'opportunisme petit-bourgeois !

Aujourd'hui, la campagne pour le soutien matériel et combattant au FMLN garde toute son actualité ! Exigence de rupture des relations avec la junte et de reconnaissance du FMLN comme force belligérante ! Combat pour le boycott international de la junte et de l'envoi d'armes ! Avec le FDR et tous ceux qui sont d'accord pour promouvoir la lutte contre la dictature, le moment exige la plus large unité d'action ! De même contre la politique d'agression impérialiste en Amérique centrale et dans les Caraïbes !



Résolutions de la Conférence mondiale ouverte

La Conférence mondiale ouverte, réunie à Rome au mois de décembre dernier, a effectué un pas en avant dans le processus de construction d'une direction internationale en constituant la « IV^e Internationale (Comité international) ». Nous continuons la publication des résolutions de cette conférence en reproduisant ci-dessous la *Résolution sur le Salvador* et les *Dispositions statutaires de la « IV^e Internationale (Comité international) »*.

Résolution Salvador

Au Salvador, à la fin de l'année 1980, la polarisation des forces sociales et politiques est arrivée à un point extrême. Le pays connaît une phase supérieure de la guerre civile, qui se généralise de plus en plus, et qui se livre depuis la chute de Romero. Une série d'événements marque la nouvelle situation ; parmi eux, se détache la formation du Front Farabundo Martí de libération nationale (FFMLN), l'échec des opérations de l'armée de la junte en octobre et en novembre, visant à reprendre le contrôle des zones dominées par la guérilla, la réalisation de contre-attaques guerilleras à l'échelle de tout le pays avec un déploiement de forces considérable, le rejet massif par la population de l'assassinat des six dirigeants du FDR.

Toutes les conditions pour la grève générale insurrectionnelle se réunissent dans la conjoncture actuelle au Salvador. Le climat insurrectionnel s'exprime à travers le soutien des masses à la guerre de guérilla.

La situation actuelle est le résultat d'une généralisation continue de la lutte et de la conscience de millions de travailleurs de la ville et de la campagne, situation qui les a amenés à être disposés aux plus grands sacrifices dans la lutte contre le régime actuel.

Sous l'impulsion du triomphe au Nicaragua contre Somoza, dans les derniers mois de 1979, une extraordinaire mobilisation des masses contre la dictature s'est déchaînée. A son apogée, quand la lutte s'était engagée dans une dynamique vers la destruction révolutionnaire du régime, la bourgeoisie et l'impérialisme ont eu recours au remplacement de Romero par une junte d'« unité nationale », à laquelle participait le PC stalinien, et que soutenait la social-démocratie. Cette junte échoua dans sa tentative de dévier et de détruire la mobilisation. Depuis la chute de Romero en octobre 1979, une crise révolutionnaire a éclaté où les mobilisations des masses dirigées par les syndicats et les organisations traditionnelles ont connu de nouveaux développements ; dans un deuxième temps, les actions de grève et de guérilla dominèrent. Les hésitations des organisations majoritaires à appeler à la grève générale insurrectionnelle et le répit ainsi donné à la junte ont donné lieu à une contre-offensive d'extermination de la dictature militaire. En même temps, la guérilla se renforce et, dans la situation actuelle, la lutte des classes trouve son expression la plus élevée dans les affrontements armés, et dans la disposition et la conscience collectives qu'il est inévitable et nécessaire de s'affronter, par la force des armes, aux armes de la bourgeoisie.

Selon les informations du Farabundo Martí, aujourd'hui on dénombre 12 000 guerilleros, avec des « embryons d'une armée régulière », et des milliers et des milliers de miliciens qui participent aux affrontements.

Ce processus s'est appuyé sur les grèves générales qui se sont déroulées pendant l'année 1979, démontrant la disposition révolutionnaire des travailleurs de San Salvador, et des principales villes, à réaliser la grève générale insurrectionnelle. Maintenant, avec l'échec de l'offensive d'annihilation lancée par la junte dans les provinces du nord et en particulier à Marazan, le soutien de larges secteurs de la paysannerie au

FFMLN se fait palpable, ainsi que l'intégration active de ces secteurs à la lutte. Aujourd'hui, la guérilla exerce son influence politique massive dans d'importantes zones de San Vicente, Marazan, San Miguel et Chalatenango.

La crise de la junte de gouvernement revêt chaque fois des formes plus ouvertes. Son isolement politique progressif se traduit par l'abandon de ses prétentions « réformistes », pour passer à une politique d'extermination, de liquidation indiscriminée des jeunes, des paysans et des travailleurs, comme méthode pour en finir avec les organisations de masse, et pour porter des coups à la guérilla. La junte de gouvernement, constituée au moment de la chute de Romero, a été obligée de se restructurer quatre fois en un an. Dans un premier temps, elle bénéficiait du soutien du PC et du MNR qui participent à la junte, et prétendait accomplir son travail contre-révolutionnaire en offrant des réformes. Le combat révolutionnaire des masses a entraîné une crise de la junte qui a abouti à la rupture de cette alliance — le PC et le MNR se sont retirés —, et le PDC, le seul parti bourgeois qui reste directement dans la junte, a été submergé par la crise, perdant sa base sociale parmi des secteurs plébéiens et petits-bourgeois.

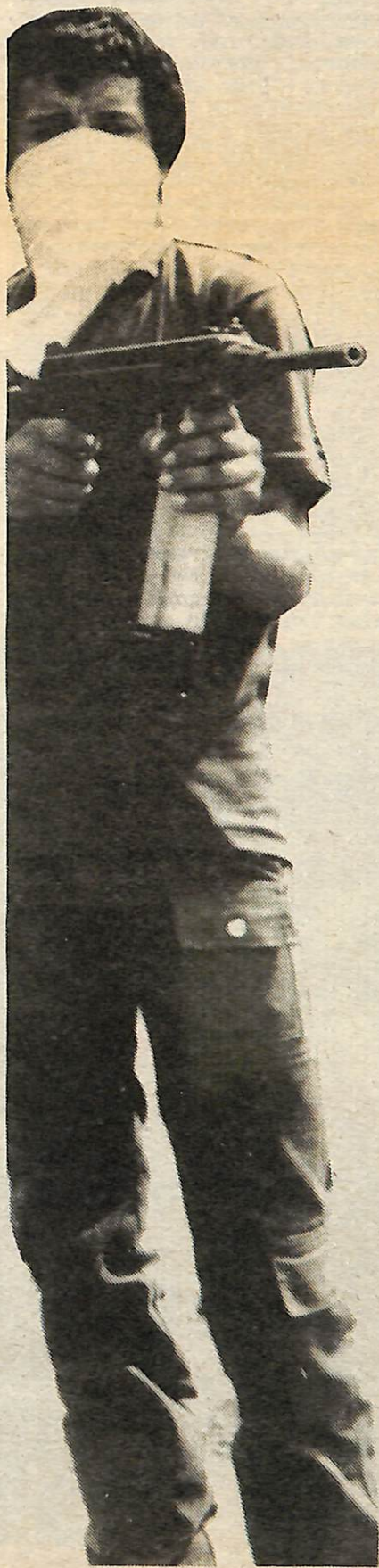
Le retrait du colonel Majano et sa justification de l'insurrection est à la fois l'expression de la crise de la junte et l'expression des tentatives désespérées de la bourgeoisie et de l'impérialisme d'avoir une carte de rechange du côté de l'opposition. Aujourd'hui, la junte civilo-militaire (JCM) ne trouve aucune autre riposte à la mobilisation révolutionnaire que celle de redoubler la répression militaire et de chercher le soutien de l'impérialisme à des gouvernements bourgeois.

Les changements au sein de la JCM et sa politique à partir d'octobre 1979 ont marché au pas des changements de la politique impérialiste. Ils sont l'expression de la crise de la politique extérieure du gouvernement Carter, et ont à leur tour contribué à l'aiguillage de celle-ci. L'impérialisme yankee, sans abandonner ses tentatives de négociation, met maintenant l'accent sur le renforcement militaire du gouvernement et la préparation des conditions dans le pays et dans la région centro-américaine pour faire face à l'offensive guerilleras. Carter a manifesté son soutien à la junte et à la gestion de Duarte, et Reagan, dans la même ligne, a manifesté sa détermination d'avoir recours à tous les moyens pour empêcher un triomphe du FFMLN. En Amérique centrale, le Pentagone met en œuvre un plan systématique de renforcement des armées et de collaboration entre les régimes répressifs, et agit de commun accord avec les bourgeoisies latino-américaines, en particulier avec les gouvernements du Venezuela et de Costa Rica. Le danger d'une intervention militaire, soutenue par l'impérialisme, prend chaque fois une actualité plus grande au Salvador.

La crise économique a aussi atteint des niveaux sans précédent. Le principal soutien à l'économie, c'est le financement fourni par l'impérialisme. L'AID et le BID seuls ont donné à la junte, en 1980, plus de 100 millions de dollars. Les exportations ont chuté de moitié, les récoltes de café et des principaux produits agricoles ont été perdues. La fer-

meture d'usines prend des proportions massives. Le chômage des ouvriers agricoles croît aussi, et plus de la moitié des fermes sont arrêtées. Le « plan de réactivation et d'urgence » mis en œuvre par l'Etat et par les patrons n'a obtenu aucun résultat positif. La misère du peuple se convertit en haine contre la dictature.

En bref, les conditions objectives pour l'insurrection se réunissent. La situation politique est marquée à la fois par l'offensive contre-révolutionnaire de la junte déjà engagée que l'administration Reagan soutient, et par la poussée révolutionnaire des masses et la conviction de millions de gens qu'il faut abattre la junte et son armée par la force ; la bourgeoisie est en crise, certains secteurs dominants hésitent et passent à l'opposition, cherchant une autre planche de salut ; la petite bourgeoisie et les étudiants, dans leur immense majorité, sont passés aux rangs de la révolution ; la paysannerie soutient la guérilla et rejette la junte. Dans la guerre civile, le monopole des armes a été arraché à l'appareil militaire de l'Etat et à la Garde nationale. Ces derniers sont confrontés à un appareil militaire, soutenu par le peuple.



En même temps, la bourgeoisie et l'impérialisme ont engagé leur contre-offensive pour défaire la montée révolutionnaire, la junte se réorganise, l'armée se renforce, la réaction à l'échelle mondiale se prépare à des affrontements de grande envergure.

La constitution du FFMLN en octobre 1980 a signifié une puissante impulsion à la lutte contre la dictature. Les masses voient dans ce front leur direction dans la lutte contre la junte et la Garde nationale. A son tour, l'existence d'un organisme centralisateur de toutes les actions armées et de masse, constitue un instrument qui démultiplie les forces de la révolution. Le FFMLN et les organisations qui le constituent ont été aux avant-postes du combat contre la JCM, et cela correspond au soutien et à la confiance dont il jouit auprès des organisations ouvrières et populaires, et auprès de l'immense majorité de la population.

Ce front est constitué par différentes organisations — nationalistes petites-bourgeoises, centristes, castristes — et aussi par le PC stalinien. Il a un programme « démocratique, antioligarchique et anti-impérialiste », qui prône la destruction de la junte et de la Garde, la nationalisation des banques et des grands monopoles, une réforme agraire et la formation d'un nouveau gouvernement

« démocratique révolutionnaire », qui s'appuie sur une large base sociale et politique, qui inclut jusqu'aux « secteurs avancés de la démocratie chrétienne, les officiers dignes et honnêtes de l'armée qui sont disposés à servir les intérêts du peuple ». L'expression actuelle de ce programme, c'est la formation du FDR, front populaire auquel participent des secteurs bourgeois de la démocratie chrétienne et du MNR. M. Unco, président actuel du FDR et ex-membre de la junte, est l'un des porte-parole de la bourgeoisie d'« opposition » et compte avec le soutien de la social-démocratie à l'échelle internationale. L'insistance de secteurs du FFMLN sur l'alliance avec le colonel Majano ou un secteur des militaires est aussi l'expression de la volonté de limiter la lutte contre la junte par un programme de collaboration de classes.

Le FFMLN constitue une direction nationaliste petite-bourgeoise, dirigeant la mobilisation révolutionnaire des masses contre la dictature et l'impérialisme, mobilisation qui vise la destruction de piliers fondamentaux de l'appareil d'Etat bourgeois. Le caractère petit-bourgeois s'exprime dans la recherche d'un accord avec la bourgeoisie et par l'incapacité à orienter jusqu'au bout la mobilisation et la lutte pour détruire l'appareil d'Etat et à rompre avec la bourgeoisie. Le caractère petit-bourgeois de cette direction s'exprime également dans le contenu qu'elle donne à l'« offensive finale ». Sans appeler tous les peuples de l'Amérique centrale au combat contre leurs propres gouvernements, qui, au Honduras, au Venezuela, au Costa Rica, apportent leur soutien à la junte contre-révolutionnaire, aboutit tout à la fois à limiter la portée révolutionnaire du combat armé, et à sous-estimer la portée des mesures contre-révolutionnaires orchestrées par l'impérialisme US. Cependant, la place qu'aujourd'hui le FFMLN occupe, peut, sous la pression de la mobilisation des masses, l'amener à aller plus loin dans la rupture avec la bourgeoisie. La situation objective de la lutte des classes, la lutte frontale contre la junte, la forme massive prise par la guérilla, l'unification en un seul front de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la paysannerie, sans représentants de la bourgeoisie, font du FFMLN le cadre de centralisation du combat contre la dictature. Pour ces raisons, les trotskystes demandent leur intégration au FFMLN comme ils l'ont fait pour la CRM, cela pour impulser d'un commun accord les actions contre la junte et le combat armé contre la Garde et les appareils répressifs.

Les militants de la IV^e Internationale ont été en première ligne de combat. Beaucoup d'entre eux sont tombés avec les milliers de travailleurs qui ont été assassinés. Le PST du Salvador a participé à la lutte sous toutes ses formes, aux syndicats et aux comités populaires,

aux milices, en promouvant l'unité de toutes les forces qui luttent contre la junte.

Pour le PST, la grande tâche de l'heure est le renforcement du PST, ce qui est inséparable de la participation au combat armé en cours contre la junte, la lutte pour la grève générale insurrectionnelle et la participation organisée des masses à celle-ci. Selon la déclaration de décembre du PST(S) : « Il est inévitable que l'intégration du mouvement des masses à un processus insurrectionnel au niveau national passe par le renforcement des organismes des masses comme : les syndicats, les fédérations, les comités populaires, les comités d'usine, etc., militaires et politiques. La création de milices se basant sur ces organes des masses, l'armement des milices, l'activité militaire contre l'armée et les bandes fascistes nous permettent aussi d'effriter les structures de l'armée et de leur saper le moral, en provoquant ainsi la rupture d'importantes parties de l'armée qui lutteraient aux côtés du peuple. Ces tâches et la centralisation de tous les organes de masse nous aideront à renforcer la lutte contre la dictature ; (...) ce seront les comités populaires, les milices, les syndicats qui garantiront la transition de notre révolution au socialisme, qui exproprièrent les usines et les terres aux bourgeois nationaux et étrangers, et qui lutteront pour un gouvernement des travailleurs. »

L'impulsion à la lutte guerilleras, dirigée par le FFMLN, sous le drapeau de : A bas la junte ! Préparer la grève générale et l'insurrection maintenant !, concrétise la politique actuelle des trotskystes au Salvador, et en même temps, et sans l'opposer à l'action contre la dictature, ils revendiquent la nécessité d'un gouvernement du FFMLN et des organisations de masse, sans participation de la bourgeoisie.

Au Salvador, les affrontements décisifs entre la révolution et la contre-révolution se préparent. Dans cette situation, le problème de la direction revêt toute son importance, et encore plus à cause du caractère petit-bourgeois de la direction guerilleras et à cause de l'intervention du stalinisme. La construction du parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale, est une tâche vitale. C'est dans ce sens que s'orientent les efforts du PST et de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Au Salvador, se trouve l'un des maillons les plus faibles de la domination impérialiste, et, pour cela, toutes les forces politiques qui agissent sur la scène internationale interviennent aux côtés de la révolution ou de la contre-révolution. La situation internationale de la junte est marquée par un isolement croissant.

Cependant, les conditions sont plus difficiles qu'au moment de l'offensive contre Somoza : la bourgeoisie et l'impérialisme apprennent eux aussi les leçons de la lutte des classes. Le gouvernement US, au milieu de ses contradictions, s'est décidé pour le soutien à la dictature, sa stratégie est de chercher une solution qui préserve l'armée actuelle et lui permette de détruire la guérilla et l'armement des masses. Les bourgeoisies latino-américaines, y compris certaines qui étaient à la tête de l'isolement et de l'opposition à Somoza, aujourd'hui jouent le soutien à la démocratie chrétienne et agissent de concert avec Washington.

Le stalinisme cherche la stabilité dans la région et le maintien du statu quo. Par l'intermédiaire de Castro et du PC du Salvador, il essaie d'empêcher la rupture avec la bourgeoisie dite « démocratique », s'opposant de toutes ses forces au processus de la révolution prolétarienne.

Pour la social-démocratie, le maintien de la junte face à la mobilisation des masses risque d'entraîner une situation d'embarquement révolutionnaire généralisée dans cette région du monde. C'est pour cela qu'elle travaille pour une solution négociée à partir du FDR et de Majano.

Nous luttons pour unifier les actions de tous ceux qui sont contre la junte :

- A bas la junte !
- Grève générale insurrectionnelle !
- Pour le soutien matériel et combattant au FFMLN !
- Non à l'intervention impérialiste !
- Pour la reconnaissance du FFMLN comme force belligérante !
- Pour un gouvernement du FFMLN et des organisations des masses, sans représentants de la bourgeoisie et des militaires !
- Pour la rupture des relations diplomatiques et économiques, contre la dictature sanguinaire !
- Pour l'unité de la lutte révolutionnaire en Amérique centrale !
- Pour la Fédération des Républiques socialistes d'Amérique centrale et des Caraïbes !

Les dispositions statutaires de la « IV^e Internationale (CI) »

PREAMBULE

Les présentes dispositions statutaires découlent des décisions prises à la Conférence mondiale convoquée par le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, constituant la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Ces dispositions statutaires, qui ont pour fonction de régir le fonctionnement de la « IV^e Internationale (Comité international) », procèdent des principes du centralisme démocratique, du bolchevisme, qui forment un élément constituant du programme de fondation de la IV^e Internationale.

Ces dispositions statutaires ont un caractère transitoire, provisoire, dans la mesure où elles correspondent au point atteint, à l'issue de cette Conférence mondiale, dans l'action pour la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale.

Ces dispositions statutaires ne correspondent pas au rétablissement plein et entier des normes du centralisme démocratique à l'échelle mondiale.

Comme le souligne la préface du projet de thèses adopté par la Conférence mondiale : « Nous ne prétendons pas que la Conférence mondiale, à laquelle nous soumettons ce projet de thèses, sera à même de proclamer la IV^e Internationale reconstruite. Nous ne procédons pas par ultimatums.

Nous sommes payés pour comprendre les conséquences de la méthode d'autoproclamation : en 1953, la direction du SWP, après avoir dénoncé le révisionnisme pabliste, a imposé au Comité international une ligne qui proclamait "déchue" la direction pabliste. Ce qui ne l'a nullement gênée, après avoir tout fait pour bloquer la discussion dans le Comité international entre 1953 et 1963, de réaliser une "unification" sans discussion et sans principes avec la direction pabliste dans le Secrétariat unifié.

Cette méthode, nous la condamnons, car ses effets destructeurs se mesurent par la crise permanente du SU depuis 1963, et qui a abouti à une nouvelle dispersion des forces se réclamant du SU en 1979. Le Comité paritaire a précisément été constitué pour rompre avec tous les procédés, "caucus" et autres, par lesquels le révisionnisme et ses alliés préfèrent utiliser les mesures administratives et bureaucratiques (exclusion de la FB et de la TLT), se refusant à ouvrir une discussion pour rétablir les bases du centralisme démocratique, équivalent à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ce projet de thèses soumis à la discussion doit permettre d'œuvrer vers la reconstruction du centralisme démocratique, d'effectuer un nouveau pas vers le rétablissement et la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous estimons pouvoir dire que ce pas en avant pourra être pris à la Conférence mondiale, qui pourrait procéder à la dissolution de la FB, du CORQI et de la TLT. Cela ne sera pas encore, répétons-le, la proclamation de ce que la IV^e Internationale est reconstruite comme pôle international unique et centralisé. Mais la discussion se poursuivra sur de nouvelles bases, sur une structure d'organisation que la Conférence débatera, cela en particulier pour que dans la prochaine étape se constitue, par la fusion des organisations nationales de la FB, du CORQI et de la TLT, une seule et unique section du Comité paritaire dans chaque pays.

I

La « IV^e Internationale (Comité international) » se constitue en organisation mondiale qui se réclame des principes d'organisation du centralisme démocratique, tels qu'ils ont été développés au travers de l'expérience du Parti bolchevique, mondialement mis en œuvre par l'Internationale communiste et repris lors de la fondation de la IV^e Internationale.

La « IV^e Internationale (Comité international) » vise à la reconstruction de la IV^e Internationale comme organisation unique mondialement centralisée sur la base de son programme de fondation, c'est-à-dire comme parti mondial de la révolution socialiste. Cet objectif se fonde avec celui du rétablissement plein et entier du centralisme démocratique à l'échelle internationale.

II

Tous les militants prolétariens et révolutionnaires qui acceptent et appliquent les principes et le programme de la IV^e Internationale et qui acceptent les orientations internationales définies par les documents adoptés par la conférence constitutive de la « IV^e Internationale (Comité international) » se réunissent en une seule organisation mondiale, sous une même discipline qui s'exerce dans les conditions précisées par les présents statuts provisoires.

Cette organisation, la « IV^e Internationale (Comité international) », est régie par les présents statuts.

Nous proposons à la Conférence mondiale, sur la base de l'adoption de ce projet de thèses, de constituer une organisation internationale qui portera comme nom celui de "IV^e Internationale (Comité international)".

Le caractère transitoire de ces dispositions statutaires correspond à cette réalité : « un nouveau pas » a été effectué « vers le rétablissement et la reconstruction de la IV^e Internationale », c'est-à-dire vers le rétablissement à l'échelle internationale des normes du centralisme démocratique. Cet acquis doit être intégré dans l'organisation de la « IV^e Internationale (Comité international) » sous une forme qui permette de poursuivre vers l'objectif qui est celui de la « IV^e Internationale (Comité international) », la reconstruction de « la IV^e Internationale comme pôle international unique et centralisé ».

Un congrès mondial, qui aura autorité pour proclamer la reconstruction de la IV^e Internationale unifiée, aura également comme tâche d'adopter des statuts de la IV^e Internationale conformes aux principes du centralisme démocratique et intégrant l'expérience de l'histoire de la IV^e Internationale sur ce terrain.

Cela ne signifie aucunement que les dispositions statutaires provisoires adoptées par la présente conférence ont un caractère formel ou secondaire.

Elles constituent la cristallisation en termes de règles d'organisation des décisions politiques de cette conférence. Elles en sont donc une matérialisation nécessaire et essentielle ; c'est dans et par l'organisation que se réalise la fusion entre la théorie et la pratique. Les questions statutaires ont un caractère programmatique, le centralisme démocratique n'est pas un système administratif, mais l'expression même, dans le combat pour forger la direction révolutionnaire du prolétariat, du programme de la révolution socialiste mondiale, du programme de la IV^e Internationale.

Nous nous revendiquons du Programme de transition, programme de fondation de la IV^e Internationale, dont les thèses adoptées par cette conférence illustrent la validité à partir de l'analyse des développements de la lutte des classes depuis 1938.

Nous réaffirmons la justesse de la décision de fondation de la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire comme organisation centralisée démocratiquement sur la base de son programme.

Les dispositions statutaires qui suivent se situent dans la continuité des statuts adoptés par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938.

Ils s'en inspirent en tenant compte des conditions créées par la crise de la IV^e Internationale et par le point atteint dans les efforts organisés pour surmonter cette crise, pour rétablir les conditions politiques du plein rétablissement des normes du centralisme démocratique à l'échelle internationale.

La Conférence constitutive de la « IV^e Internationale (Comité international) » déclare que le Comité international est prêt, à tout moment, à envisager avec le Secrétariat unifié les modalités de préparation en commun d'un congrès mondial visant à la réunification de la IV^e Internationale par sa reconstruction.

III

Dans chaque pays, les membres de la « IV^e Internationale (Comité international) » se rassemblent en organisations nationales (partis, organisations, ligues, groupes) régies par les principes du centralisme démocratique, qui se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle définie et établie par le congrès de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938). Dans sa plate-forme, la IV^e Internationale concentre l'expérience internationale du mouvement révolutionnaire marxiste, en particulier telle qu'elle ressort des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et s'appuie sur toutes les expériences

sociales progressives de l'humanité qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à la suppression finale des classes.

Les organisations affiliées se constituent sur la base des décisions et de l'orientation définies par la présente conférence, et ont par conséquent comme objectif la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale, c'est-à-dire son rétablissement comme parti mondial centralisé et la construction, dans chaque pays, de partis révolutionnaires dirigeants, sections de la IV^e Internationale.

IV

Toutes les organisations nationales qui appartiennent à l'une des trois com-

posantes (Fraction bolchevique, Tendance léniniste-trotskyiste, Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) du Comité paritaire sont affiliées à la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Dans les pays où il existait, avant la présente conférence, une organisation unique reconnue par le Comité paritaire, cette organisation est la section de la « IV^e Internationale (Comité international) ». C'est par cette section que devront passer les discussions avec toute organisation qui, dans le même pays, se rapprocherait du programme de la IV^e Internationale ou poserait la question de son affiliation à la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Cette affiliation ne peut se faire que par l'intégration ou la fusion avec la section existante. Celle-ci peut proposer qu'une organisation ou un groupe existant dans son pays participe à la « IV^e Internationale (Comité international) » avec un statut d'observateur.

Dans les pays où il existe plusieurs organisations affiliées à la « IV^e Internationale (Comité international) », l'objectif est d'aboutir, sur la base des décisions politiques de la Conférence mondiale et au travers de l'action commune et de la discussion, à la constitution d'une seule organisation dans chaque pays. Les instances internationales élues par la conférence, et dont les attributions sont précisées dans les articles suivants, auront comme tâche essentielle de mener à bien la constitution d'organisations uniques de la « IV^e Internationale (Comité international) » avant la prochaine Conférence mondiale.

V

Le régime intérieur de la « IV^e Internationale (Comité international) » à l'échelle locale, nationale et mondiale procède des principes et de la pratique du centralisme démocratique.

En conséquence, les organisations affiliées sont tenues d'observer les décisions de la Conférence mondiale, ainsi que les décisions des instances auxquelles la conférence délègue ses pouvoirs, dans les conditions précisées plus loin dans les statuts.

VI

Les organisations affiliées doivent verser une cotisation internationale en fonction de leur force et des conditions politiques de leur activité, selon les normes fixées par le conseil général.

VII

L'instance suprême de la « IV^e Internationale (Comité international) » est la Conférence mondiale, représentative de l'ensemble des organisations affiliées.

C'est elle qui fixe la politique de l'Internationale et de ses sections sur toutes les questions importantes. C'est elle qui tranche en dernier ressort les questions d'organisation et les conflits intérieurs.

La prochaine Conférence mondiale ou congrès se réunira au plus tard dans deux ans.

VIII

La Conférence mondiale élit un conseil général de 16 membres titulaires et de 4 suppléants auxquels elle délègue ses pouvoirs.

Le conseil général se réunira trimestriellement.

Il définira les grandes orientations de la « IV^e Internationale (Comité international) » dans le cadre des décisions de la Conférence mondiale. Il est responsable devant l'ensemble des sections de l'application des décisions de la conférence.

C'est lui qui sera appelé à ratifier les fusions à l'échelle nationale, la constitution ou l'intégration de nouvelles sections.

Le conseil général peut révoquer ou coopter de nouveaux membres.

Les décisions de caractère exécutoire du conseil général sont prises à une majorité des trois quarts.

IX

Le conseil général élit en son sein un comité exécutif de huit membres résidant au siège de la « IV^e Internationale (Comité international) ».

Le comité exécutif se réunit hebdomadairement.

Il assure la direction internationale entre deux sessions du conseil général. Il adopte et publie les documents et déclarations définissant la position de la « IV^e Internationale (Comité international) » par rapport aux développements de la IV^e Internationale. Il assure la liaison entre les sections, l'impulsion de la discussion politique internationale, et prend toute mesure nécessaire à cette fin.

Le conseil général peut modifier la composition du comité exécutif.

Les décisions de caractère exécutoire du comité exécutif sont prises à une majorité des trois quarts.

X

Pour assurer le travail politique et administratif quotidien, le comité exécutif désigne en son sein un secrétariat de 4 membres soumis à son autorité politique.

Le comité exécutif peut modifier à tout moment la composition du secrétariat.

En fonction des nécessités de son travail, avec l'accord du comité exécutif, le secrétariat peut s'adjoindre des collaborateurs.

XI

Le conseil général élira une commission de contrôle internationale.

XII

Le conseil général peut prononcer l'exclusion de la « IV^e Internationale (Comité international) » d'un militant ou d'une section.

Toute mesure disciplinaire peut faire l'objet d'un appel devant la Conférence mondiale.

Dans le cas de l'exclusion d'une section, cette mesure s'accompagne nécessairement d'un rapport présenté devant la Conférence mondiale.

XIII

Les présentes dispositions statutaires provisoires sont valables jusqu'à la prochaine Conférence mondiale.



Trotsky et la fondation de la IV^e

(Suite et fin)

Nous terminons de publier ici le travail de Pierre Broué sur les années de lutte de Trotsky pour la construction d'une nouvelle Internationale. La victoire de Hitler en Allemagne, une catastrophe pour le mouvement ouvrier qui change le cours de l'histoire mondiale, a montré aussi que la III^e Internationale avait cessé, définitivement, d'être une organisation révolutionnaire. La nécessité d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, était ainsi posée (1).

La « Conférence de Genève »

En fait, la « préconférence » deviendra une « conférence » qui n'aura pas de programme à adopter. Elle est appelée « conférence de Genève » — bien qu'elle se soit tenue à Paris, salle Pleyel, les 29, 30 et 31 juillet 1936 — et ne rassemble finalement qu'un petit nombre de délégués des organisations affiliées. Trotsky avait voulu assurer par le biais de discussions et travaux préliminaires (pré-conférence de Berne) le sérieux de la préparation, le soin apporté à la rédaction, l'accord des Hollandais. Mais ces derniers ont refusé de se rendre en Norvège en invoquant le manque d'argent et annoncent au dernier moment leur intention de participer à Bruxelles à une conférence de l'IAG qui se tient au même moment. Trotsky écrit à la direction du RSAP une longue lettre dont il fait distribuer copie aux délégués à l'entrée de la conférence : ce sera le prétexte choisi par Sneevliet pour quitter la salle et ne pas prendre part aux travaux.

Nous ne possédons pas de compte rendu ou de procès-verbal de la conférence « de Genève », mais en revanche la totalité des textes qu'elle a adoptés, dont le plus important, les thèses de Trotsky sur *La Nouvelle Montée révolutionnaire* auxquelles il avait ajouté un post-scriptum après l'éclatement de la guerre civile en Espagne. Pourtant, l'ouverture récente des papiers d'exil permet de régler définitivement un point d'histoire et de rejeter la légende qui veut que cette conférence se soit opposée à Trotsky et ait rejeté la « proclamation » de la IV^e Internationale qu'il aurait souhaitée. Cette thèse, présentée pour la première fois par Pierre Frank — qui n'était pas délégué en 1936 à cette conférence — dans son ouvrage de 1969, *La Quatrième Internationale*,

confirmée dans son introduction de 1978 à *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, a été généralement acceptée comme véridique en l'absence de toute contradiction et malgré l'absence de tout document à l'appui, et continuera sans doute à l'être pendant quelque temps au moins par les auteurs qui se contentent de répéter ce que d'autres ont écrit avant eux. Elle a été contredite déjà de façon convainquante par Georges Breitman (*The Rocky Road of Fourth International*, 1979).

L'ouverture des archives de Harvard tranche définitivement ce débat : il n'y a aucune allusion ni à une telle proposition de Trotsky, ni à un tel refus de la conférence, dans aucune des lettres de Trotsky au SI, ni aucune des lettres de Trotsky à ses collaborateurs dans le cadre de la conférence — Shachtman, Muste, Erwin Wolf, Walter Held, Klement, voire Sedov —, dont on ne peut supposer sérieusement que l'un d'entre eux et *a fortiori* tous aient omis de mentionner à destination de Trotsky un fait politique aussi important que le rejet de sa proposition par la conférence ! Il va sans dire également qu'il n'existe pas non plus nulle part de trace d'une quelconque lutte menée contre la proposition de Trotsky par Vereeken, Muste, voire Sneevliet — qui n'était pas présent, comme on sait, à la conférence — ceci pour faire justice de versions plus « habillées » de cette thèse.

Ce qu'on peut dire, c'est que cette conférence décida de s'intituler « Première conférence pour la IV^e Internationale », de déclarer dissoute la LCI et de proclamer à sa place le « Mouvement pour la IV^e Internationale », un titre nouveau au sujet duquel Trotsky formulera des critiques sévères, mais à notre connaissance beaucoup plus tard,

dans une lettre du 31 mai 1938 adressée au dirigeant tchèque Kopp.

Pour qui nourrirait encore des doutes, peut-être serait-il plus simple de relire le point 15 des thèses sur *La Nouvelle Montée* rédigées par Trotsky et adoptées telles quelles par la conférence :

« La participation directe au mouvement des masses, des mots d'ordre de classe courageux allant jusqu'au bout, un drapeau indépendant, l'intransigeance à l'égard des opportunistes, l'irréconciliabilité sans merci à l'égard des traîtres, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est aussi futile qu'absurde de discuter si le moment est venu de la fonder. Une Internationale ne se fonde pas comme une coopérative, elle se crée dans la lutte. Les journées de juin donnent une réponse aux pédants qui discutent pour savoir si c'est bien le moment. La discussion est close. »

Par ailleurs, la conférence avait à désigner une commission du programme, ce qu'elle fit, et à donner au Mouvement pour la IV^e Internationale une direction enfin structurée, ce qu'elle fit en désignant un secrétariat, un bureau, un conseil général.

La composition de ce dernier est intéressante dans la mesure où s'y trouve délibérément résumée l'histoire du mouvement ; à côté de vieux communistes, membres de l'Opposition de gauche depuis l'origine, ou, au plus tard, le tournant des années trente, comme Victor Serge, Chen Duxiu, Grylewics (tous deux élus en dépit de leur absence forcée), Leonetti, Lesoil, apparaissent des hommes venus plus tard d'horizons différents et d'autres générations, l'ancien pasteur A. J. Muste, venu du syndicalisme, Peter J. Schmidt venu après plus de dix années dans la social-démocratie, et des jeunes comme Walter Dauge, le Belge, et le Français Zeller, venus au mouvement à la tête de contingents de jeunes socialistes.

Pourtant, ce conseil général formé d'hommes de valeur et de militants appréciés ne se réunit jamais et c'est là sans doute une claire illustration des difficultés auxquelles se heurtait la IV^e Internationale naissante. Pire encore, quelques-uns de ces hommes, et non des moindres, allaient quelques semaines plus tard quitter le mouvement au lendemain des procès de Moscou qui les avaient amenés à désespérer définitivement du communisme lui-même et de sa capacité à émanciper l'humanité : A. J.

Muste retrouvait Dieu dans la nef de Notre-Dame de Paris et reprenait le chemin de l'Eglise presbytérienne, tandis que P. J. Schmidt se faisait simplement réintégrer dans le parti social-démocrate hollandais. Dans les mois suivants, sur la pointe des pieds, un autre membre du conseil général et du bureau, Alfonso Leonetti, quittait le mouvement : il avait été membre du SI presque sans interruption depuis 1930 et allait finalement rallier le PCI.

Sous cet angle, le bilan des pertes était lourd puisque l'année 1936 avait commencé par le départ de Ruth Fischer et de Maslow, et la dégratation apparemment irréversible des relations avec Sneevliet et son parti, pour ne pas parler des Espagnols. Les militants qui symbolisaient d'autres courants ouvriers ou communistes gagnés à lutte pour la IV^e Internationale laissaient face à face, en s'en allant, les vieux de l'Opposition de gauche et les jeunes venus depuis deux ans de la social-démocratie.

Les lendemains de la « première conférence » sont d'ailleurs marqués par le premier procès de Moscou qui ouvre non seulement la période la plus tragique de la vie personnelle de Trotsky, mais celle des années les plus noires pour le mouvement qu'il avait fondé et qu'il dirigeait en essayant d'en faire le facteur décisif de l'histoire contemporaine.

Nous ne reviendrons pas ici sur sa lutte contre les procès de Moscou qui devait accaparer pendant des années le plus clair de son temps et de son intelligence, sur les péripéties de ce combat, en passant par son internement en Norvège, la lutte pour le contre-procès à travers la commission Dewey et le surris de trois années dans l'attente de l'assassinat. Le combat pour la IV^e Internationale n'est plus seulement une polémique entre initiés, voire un combat politique sur une arène ouverte, il est une lutte à mort, à travers la révolution espagnole et ses formidables enjeux, avec le déchaînement de stalinisme, sa campagne de meurtre annoncée par la *Pravda* dès décembre 1936 et la longue chaîne des assassinats de trotskystes comme Erwin Wolf et Hans Freund, ou de ceux qui sont tenus pour tels sans l'être, comme Andrés Nin et Kurt Landau, qui l'ont pourtant été.

Non seulement il ne reste plus autour du Mouvement pour la IV^e Internationale de ces éléments et formations « centristes » dont certains avaient été gagnés entre 1933 et 1936, mais leurs restes à l'extérieur dirigent contre lui une permanente et acerbe polémique. Plus grave encore, il est évident qu'à l'intérieur même du mouvement, bien des militants sont influencés par les éléments centristes regroupés désormais autour du « bureau de Londres » dont le POUM est adhérent.

La « question du POUM »

Sous cet angle, la « question du POUM » — c'est-à-dire à la fois la politique réelle de ce parti et les critiques publiques que lui a adressées Trotsky — qui fut au premier plan des difficultés internes et de tous les débats dans la IV^e Internationale de 1936 à 1938, semble avoir constitué la forme spécifique sous laquelle s'est cristallisée alors la discussion à peine entamée en 1935 sur la « nature » de la politique du Front populaire. Georges Breitman, dans son étude déjà citée, a probablement raison quand il indique que, tout en se défendant d'être partisans de la politique du Front populaire et même d'approuver les concessions de Nin à cette politique, les avocats du POUM, Vereeken, Victor Serge, Sneevliet apparaissent bien en définitive comme ceux des éléments dirigeants du mouvement qui, subissant la pression de la politique du Front populaire, la véhiculent sous cette forme particulière dans les rangs du Mouvement pour la IV^e Internationale.

En janvier 1936, nous avons vu Trotsky dénoncer « la trahison » du POUM, signataire du pacte électoral des gauches, premier pas vers le Front populaire, et, dans les mois qui suivent, il considère ses anciens camarades espagnols comme définitivement perdus pour la IV^e Internationale.

Lorsqu'au mois de juillet éclate le pronunciamiento des généraux, après cinq mois d'un gouvernement de Front populaire qui a laissé se dérouler le complot, Trotsky rappelle dans une lettre au SI que Nin et ses camarades ont cautionné cette politique en signant le pacte électoral et qu'ils sont également responsables du fait que les ouvriers et paysans espagnols sont livrés désarmés à la répression des chefs de l'armée.

Pourtant, le coup d'Etat militaire, véritable contre-révolution préventive, a en fait déclenché la révolution et redistribué les cartes, et Trotsky espère un instant qu'il va être possible de recommencer avec Nin et ses camarades un travail commun — ce qui se manifeste par la publication d'un article de lui dans le quotidien du POUM, *La Batalla*.

Mais quand Trotsky, quatre mois plus tard, sorti de l'internement norvégien, recouvre au Mexique la capacité de se documenter et d'intervenir dans la vie politique, la situation a profondément changé depuis août où il adressait à Nin un message que ce dernier n'a jamais reçu. D'abord, les responsables de *La Batalla* ont proprement censuré une attaque qu'il lançait dans son article contre Marceau Pivert, collaborateur de Blum — et ils le nient.

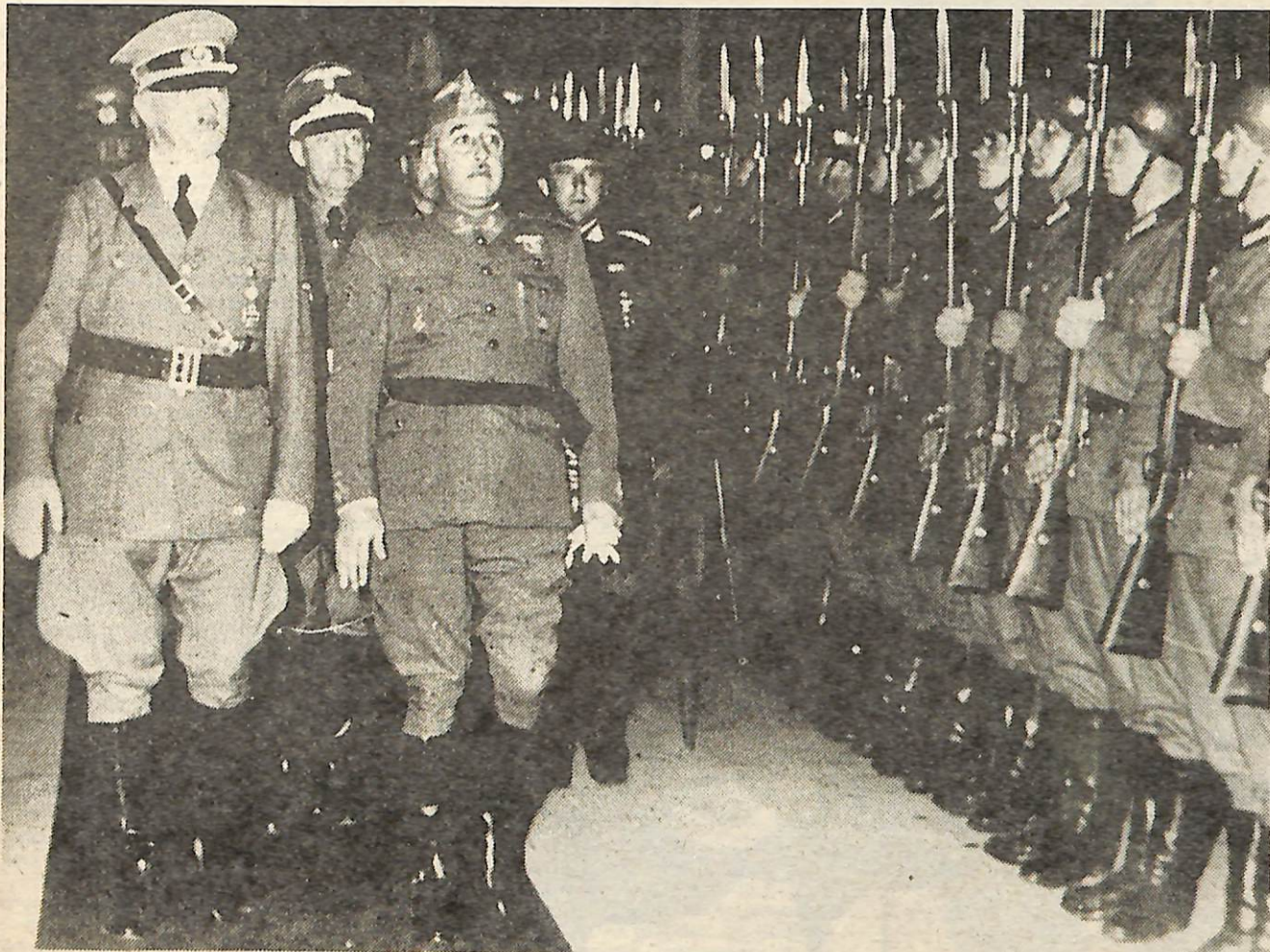
Ensuite, le POUM, qui avait été l'un des éléments de la nouvelle autorité révolutionnaire à Barcelone, le comité central des milices antifascistes de Catalogne, a finalement suivi toutes les autres organisations ouvrières, accepté la dissolution du comité central et la constitution d'un « gouvernement légal », un conseil de la Généralité de Catalogne où siègent côte à côte ministres ouvriers et ministres bourgeois et où Nin lui-même a la charge de la Justice.

Du coup, Nin en personne s'est rendu à Lérída pour convaincre ses camarades de parti de renoncer aux organismes nés de la révolution — et où ils dominent — pour constituer dans cette ville des organismes à l'image du conseil de la Généralité, contribuant à la liquidation de la « dualité de pouvoirs » sans laquelle il n'est pas de révolution victorieuse.

Trotsky fait le procès de la politique du POUM et continuera à le faire après les barricades de mai, le soulèvement des travailleurs de Barcelone influencés par la CNT prenant les armes contre la « normalisation » qu'impulse le PSUC et ses éléments dans le conseil de la Généralité. Le POUM, estime Trotsky, a refusé d'aller à contre-courant de l'« opinion publique » façonnée par les appareils contre-révolutionnaires, et sa peur de se « couper des masses » l'a conduit à cautionner la politique de Front populaire qui visait à maintenir l'ordre bourgeois. Bien qu'il soit, et de loin, la plus honnête des organisations « centristes », sa faillite doit servir d'exemple et de leçon pour l'avenir puisqu'il a été, en définitive, une proie facile pour le stalinisme, fer de lance de la contre-révolution en Espagne, ou, si l'on préfère, une fois de plus « fossoyeur de la révolution ».

Il est intéressant de relever ici que les militants du Mouvement pour la IV^e Internationale qui mettent en accusation le « ton » et les « méthodes » de Trotsky dans cette polémique, tout en s'efforçant de minimiser l'importance des erreurs commises par le POUM vis-à-vis du Front populaire, sont les mêmes qui s'insurgent contre ce qu'ils considéraient comme une grave erreur politique, une « fondation » ou une « proclamation » prématurée et selon eux inopportune de la IV^e Internationale dans un contexte de recul à l'échelle du monde. Tel est le point de vue de Sneevliet, fidèle soutien du POUM, qui quitte le mouvement en 1938 et est l'un des piliers du bureau de Londres. Tel est celui de Victor Serge qui s'est publiquement targué de son adhésion au POUM. Tel est celui de Vereeken qui donne sa démission après avoir lu la lettre de Trotsky à Kopp. Tel est aussi celui du militant polonais Isaac Deutscher qui partage sur ce point l'opinion de son organisation, la section polonaise.

Phénomène curieux, mais parfaitement explicable, ces dirigeants révolutionnaires en retraite se rencontrent en cours de route avec des éléments qui



Hitler et Franco : la contre-révolution allait remporter une nouvelle victoire.

Internationale

par Pierre Broué

viennent de rompre avec le stalinisme et se dirigent vers la IV^e Internationale. Tel est le cas, par exemple, de l'organisation du PC brésilien de Sao Paulo, sous la direction d'Herminio Saccheta, secrétaire régional, c'est-à-dire des militants qui fonderont en 1939 le Parti socialiste révolutionnaire avant de rejoindre la IV^e Internationale. Tel est aussi le cas du seul groupe d'opposition communiste important des années 1935-1936. Ce groupe tchécoslovaque, animé alors par Josef Guttman et Zavis Kalandra, a incarné d'abord l'unique opposition cohérente et organisée, en dehors de l'Opposition de gauche, qui soit manifestée avant 1933 contre la politique allemande de Staline. Après 1933, sur la ligne de la « réforme » et du « redressement », il a recruté jusqu'en 1935, puis, convaincu cette année-là par le tournant « patriotique » du PC français après le pacte Laval-Staline, que l'Internationale communiste, sous le couvert de « Front populaire » et d'« antifascisme », s'engageait dans une nouvelle politique d'union sacrée dans la guerre à venir, il s'est transformé en fraction à expression ouverte à travers les *Lettres de Spartakus*.

A l'été 1936, la révolution espagnole et la politique stalinienne en Espagne, d'une part, le procès de Moscou de l'autre, les ont finalement convaincus de la faillite définitive de l'Internationale communiste et de ses sections. Méfiants cependant à l'égard du « trotskisme », attirés par la plus grande souplesse des positions des partis du bureau de Londres, ils n'avancent que pas à pas, prudemment, vers l'unification avec les groupes trotskystes de Tchécoslovaquie — dont celui de Neurath — au sein du Parti socialiste révolutionnaire finalement fondé à Prague en février 1938. Dans les mois qui suivent, ils continuent à manifester au sein de ce parti unifié leur opposition à une proclamation « prématurée et inopportune » de la IV^e Internationale.

Notons que c'est à eux, précisément, parce qu'il peut espérer les convaincre, que Trotsky s'adresse dans la fameuse

lettre du 31 mai 1938 qui est dirigée vers Guttman à travers Kopp, et qui sera publiée sous le titre *Pour la IV^e Internationale ? Non. La IV^e Internationale !*

La « seconde conférence »

La première conférence avait prévu la seconde dans un délai de sept mois. Il fallut en attendre vingt-quatre, et la correspondance de Harvard fait apparaître les circonstances et les raisons de force majeure qui dictèrent de nombreux reports. Ce n'est finalement qu'au début de 1938 qu'elle fut définitivement placée sur ses rails, après la constitution du SWP (Socialist Workers Party) aux Etats-Unis et le travail de Trotsky sur le *Programme de transition* qui allait être soumis à l'ensemble des sections.

La circulaire de convocation, rédigée par Rudolf Klement peu avant sa disparition, reflète parfaitement la continuité de la conception de la IV^e Internationale et de la méthode pour la construire que Trotsky a défendue depuis 1933 :

« Ce sera en fait probablement notre dernière conférence internationale avant l'éclatement de la guerre mondiale et les événements révolutionnaires qu'elle engendrera inévitablement. Il nous faut faire un bilan de notre expérience, vérifier, confirmer, préciser notre programme et notre politique, consolider les bases idéologiques et organisationnelles de la IV^e Internationale afin de pouvoir effectivement jouer le rôle que l'Histoire nous a confié. S'agira-t-il de poser la question de la « fondation » de la IV^e Internationale ? C'est une bien mauvaise façon de poser la question. Le processus de la formation de la IV^e Internationale a commencé il y a bien longtemps et il ne se terminera pas dans un avenir proche. Il est en tout cas nécessaire que ceux qui, dans le monde entier, combattent pour le programme bolchevique de la IV^e Internationale, construisent, consolident, élargissent leur organisation internationale, appliquent à l'échelle nationale et internationale le centralisme démocratique. Puisse la seconde confé-



Barcelone 1936 : la révolution allait mettre à l'épreuve la politique centriste du POUM.

rence constituer un nouveau pas dans cette direction ! »

A l'occasion du 40^e anniversaire de la conférence de septembre 1938, nous avons publié dans les *Cahiers Léon Trotsky* d'importants documents à son sujet, circulaires préparatoires du SI et les notes prises par deux délégués différents qui nous proposent ainsi un compte rendu assez complet. Aussi serai-je bref sur ce point, me contentant de deux remarques.

La première est que cette conférence, qu'on appela « conférence de Lausanne », mais qui se tint à Périgny, dans la grange de Rosmer, le 3 septembre 1938, n'était que le couronnement d'une série de conférences et de congrès, de sections et de régions, de rencontres, d'entrevues, de discussions écrites. Les jeux étaient faits et il ne pouvait en être autrement dans une conférence condamnée à ne durer qu'une seule journée continue.

La seconde est que cette conférence se tint pratiquement au terme d'une offensive de terreur permanente du stalinisme, après les trois procès de Moscou, après l'extermination à la mitrailleuse (que l'on ignorait, mais que l'on imaginait) des quelques centaines de bolcheviks-léninistes survivants en URSS dans la clairière de Vorkouta, après la mort, dans des conditions plus que suspectes, de Rudolf Klement, secrétaire administratif du SI, à qui l'on avait volé dans le métro une serviette contenant des documents préparatoires, après la mort aussi, dans les circonstances que l'on sait, du fils de Trotsky, Léon Sedov, éditeur du *Bulleten Oppositsii*. Rappelons que, quelques semaines avant cette conférence, c'est à l'initiative du GPU qu'une femme, membre du PC américain, met en contact à Paris une jeune trotskyste américaine, Sylvia Ageloff, venue servir de courrier en Europe à la veille de cette conférence, avec un agent du GPU nommé Ramon Mercader opérant sous l'identité de Jacques Mornard.

Il est clair, en ce mois de septembre 1938, que seuls des bolcheviks-léninistes seront présents pour adopter le *Programme de transition* et formaliser la fondation de la IV^e Internationale, le second acte consécutif à la lettre de 1935. Cela signifie-t-il de la part de Trotsky une révision de sa conception de l'Internationale et de son mode de construction ? Certainement pas. Il est vrai qu'en mars 1938, au cours de discussions en vue de la conférence avec les dirigeants du SWP, Trotsky avait approuvé l'affirmation de Cannon selon laquelle il fallait « en finir avec les négociations et les manœuvres avec les centristes, et les traiter désormais en groupes étrangers, à part ». Néanmoins, la rédaction du *Programme de transition* achevée par ses soins à la fin du mois d'avril 1938, un mois après cette discussion, soulignait toujours que la IV^e Internationale n'avait aucun besoin d'être « proclamée », puisqu'elle existait et combattait : « Naturellement, nous sommes une Internationale faible, mais nous sommes une Internationale. »

En 1939, plusieurs mois après la « proclamation » formelle, il appuyait vigoureusement la proposition de faire entrer les militants français dans le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) fondé par Marceau Pivert après l'exclusion de ses partisans de la SFIO. De même, quelques mois avant le début de la guerre, apprenant par Albert Goldman, l'envoyé du SWP en Europe, la constitution d'un nouveau « centre » des organisations « centristes », il se prononçait aussitôt pour la reprise des « négociations et des manœuvres ».

Il est clair que, de tous les « fondateurs » de la IV^e Internationale, Trotsky au moins était le premier à déplorer qu'elle ait été finalement fondée par les seuls trotskystes — et en même temps le plus convaincu de la nécessité d'arriver rapidement à une phase supérieure dans laquelle ces derniers ne seraient plus à nouveau qu'une fraction, indispensable certes, mais une fraction seulement de la IV^e Internationale en construction.

Il reste que la « conférence de Lausanne », malgré son titre initial de « seconde conférence » et l'affirmation de Trotsky qu'il n'était nul besoin de « proclamer », s'est terminée par un vote déclarant « fondée » la IV^e Internationale — et que ce vote a été inclus dans les statuts adoptés. Il reste que Trotsky semble non seulement n'avoir sur le coup fait aucune réserve quant à ce geste, mais ne l'avoir absolument pas critiqué après coup. Comment l'expliquer ? Comment expliquer également qu'il n'ait pas formulé la moindre réserve sur le fait que cette initiative était finalement prise par la seule fraction des bolcheviks-léninistes ?

Tout d'abord, il ne faut pas oublier que la période au cours de laquelle Trotsky combat pour la transition de l'Opposition de gauche internationale à la IV^e Internationale, entre 1933 et 1938, contient presque tout entière non seulement la vague ouvrière qu'il appela « Nouvelle Montée révolutionnaire », amorcée en 1934, culminant en 1936, mais son reflux jusqu'à cette situation tragique de l'automne 1938 où s'ajoutent l'abandon par tous de la république espagnole, la trahison de l'alliance russe par les puissances occidentales à Munich, la revanche sur juin 1936 en France après l'échec de la grève générale du 30 novembre, et, de façon générale, la fin du Front populaire et de l'« antifascisme ».

Au début de la montée, la stratégie de construction de la IV^e Internationale dans les combats de classe et la tactique élaborée autour du « bloc des quatre » permettent d'importantes victoires, le début de la désintégration du bloc centriste en préparation autour de l'IAG, la conquête d'organisations et de courants entiers, y compris au sein des organisations traditionnelles. La LCI a vraiment trouvé de la chair et du sang pour construire avec elle la IV^e Internationale. Pourtant, une partie de ses cadres ne résiste pas à la riposte dirigée précisément contre cette montée, la politique de Front populaire qui la contrôle, la canalise avant de la repousser. De ce

point de vue, les procès de Moscou, les aveux ahurissants des vieux bolcheviks compagnons de Lénine ont un effet profondément démoralisant sur les travailleurs en général, mais aussi dans les rangs mêmes des constructeurs de la IV^e Internationale dont l'organisation, dans l'ensemble, suit le sort de la classe dont elle se réclame et aspire à représenter historiquement.

L'existence formelle de la nouvelle Internationale se trouve donc finalement consacrée par une conférence tenue au creux de la vague, à la veille de la guerre et de bien d'autres capitulations : rien d'étonnant à ce que les trotskystes se retrouvent isolés et leurs rangs clairsemés par les défections.

Du point de vue de Trotsky en tout cas, les critiques qui lui sont adressées, notamment par Victor Serge, sur le caractère inopportun du moment choisi pour « fonder » la IV^e Internationale apparaissent singulièrement mal dirigées dans la mesure où la nécessité de cette initiative — il l'a répété sans se lasser — ne relevait pas à ses yeux d'une conjoncture momentanée, mais d'une exigence permanente — et où il ne fallait pas courir le risque que l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale ne surprenne les révolutionnaires comme il les avait surpris en 1914, sans drapeau.

On peut aussi relever dans le dossier le fait que les adversaires de la proclamation de la IV^e Internationale à ce moment n'ont jamais ultérieurement découvert le moment opportun, le fait que la minuscule IV^e Internationale ait réussi à survivre en tant qu'organisation à une guerre où de plus grandes ont sombré et où ses militants furent féroce-ment persécutés, y compris dans les pays neutres — et enfin que le bureau de Londres dont se réclamaient les adversaires d'une « fondation prématurée » a disparu au premier souffle de la tempête.

Il reste en tout cas, une fois écartés tous les faux problèmes, ceux qui naissent de la polémique comme ceux que nourrit l'ignorance, une véritable question de fond : celle du contraste entre la conviction de Trotsky qu'une Internationale ne se fondait pas comme une « coopérative » et ne pouvait être créée qu'au combat, et la conception de cette fondation telle qu'elle s'exprime à la direction de la IV^e Internationale après Trotsky et dans son historiographie, avec la place tenue par « le congrès de fondation » — nom nouvellement dévolu par la suite à ce qui n'était, du temps de Trotsky, que la « seconde conférence ».

Cette constatation, qui ne relève pas du cadre de notre étude, a le mérite d'attirer cependant l'attention sur un aspect important de ce problème historique : celui de l'écart qui existait, Trotsky vivant, entre sa pensée politique, la ligne qu'il développait et ce qui en était compris par ses camarades, y compris les plus proches.

1. Cette introduction, ainsi que les sous-titres, sont de la rédaction de *Correspondance internationale*.



Les milices ouvrières de Catalogne : le POUM accepta la dissolution du comité central des milices et entra dans un ministère bourgeois.

Dans le monde entier



Chili

La Verdad socialista

Un an de publication et de circulation clandestines, impulsant et orientant la lutte contre la dictature de Pinochet, *La Verdad Socialista*, dans son numéro 6 de mars-avril 1981, met en relief l'importance de son propre anniversaire.

Tous les trotskystes peuvent être fiers de ce succès, modeste mais vital, obtenu par les camarades de la Gauche Socialiste, composante fondamentale de la lutte pour doter le prolétariat chilien d'une perspective et d'une direction révolutionnaire.

Brésil : O Trabalho

Trois ans de lutte

Le numéro zéro était sorti le 27 avril 1978, en hommage au 1^{er} mai. En 1981, avec trois ans d'existence, le journal *O Trabalho* compte déjà 102 numéros, et occupe toute sa place dans le combat acharné et inconditionnel pour la construction et la législation du Parti des Travailleurs (PT).

Ce n'est pas tout; la rédaction du journal indique que « dans la continuation de l'anniversaire du journal commencé avec son édition spéciale du numéro 100, *O Trabalho* organisera une série de conférences dans les principales villes du Brésil sur le thème : « la lutte pour une internationale ouvrière ». Appuyant la lutte pour un parti mondial des travailleurs, *O Trabalho* a toujours rendu compte dans ses colonnes des initiatives allant dans ce sens, celui de la construction de la IV^e Internationale (comité international). Des réunions sont prévues à Porto Alegre, Pelotas, Sao Leopoldo, Sao Bernardo do Campo et Sao Paulo.

Portugal

Conférence d'unification dans le POUS

La conférence d'Unification des militants de la IV^e Internationale (CI) au Portugal est programmée pour la dernière semaine de juin 1981.

L'objectif de la Conférence est de formaliser l'intégration des militants du PST du Portugal dans le POUS, d'adopter des résolutions politiques et d'élire la direction de l'organisation.

L'unification dans le POUS représente un grand pas pour la construction d'une forte section de l'Internationale; elle représente aussi d'obtenir un instrument de réponse à la provocation contre le trotskysme impulsée par le stalinisme depuis les dernières élections. Le PC portugais, en liaison avec les appareils policiers, a impulsé la comparution en jugement de militants du PST sous l'accusation de prétendues falsifications dans les signatures présentées pour la législation de la candidature d'Aires Rodrigues aux élections de 1980. La perspective de l'unification étant donnée face à la provocation stalinienne, le 19 avril, « la direction du PST décide de dissoudre le PST et appelle ses militants à se regrouper dans le POUS qui représente au Portugal le cadre le plus expérimenté de la lutte pour le trotskysme ».

La Conférence d'Unification est précédée de la discussion d'un document politique sur la situation du Portugal et les tâches de la période actuelle et s'inscrit dans les accords programmatiques de la Conférence mondiale tenue en décembre 1980 pour constituer la IV^e Internationale (Comité International).

PEROU

Un journal commun

A l'occasion du 1^{er} mai, le POMR et le PST, les deux organisations affiliées au Comité international au Pérou, publièrent une édition commune de leurs journaux respectifs : *Revolucion proletaria* et *Bandera socialista*. « Bandera socialista et *Revolucion proletaria* sont, pour ce numéro, un seul et même journal. De nombreux lecteurs se demanderont pourquoi. C'est avec fierté que nous leur répondrons. Nos partis, POMR et PST, se dirigent rapidement vers la fusion. Ce parti aura besoin d'un solide instrument d'agitation et de propagande. C'est pour cette raison qu'il est important de faire l'expérience dès maintenant d'un journal commun.

Pour ce faire, les comités de rédaction de RP et BS ont travaillé en équipe... En faisant ce numéro spécial nous avons pu vérifier que programme et tactique communs s'accompagnaient de quelque chose d'au moins aussi important : une même méthode de construction du parti. »

La fusion POMR-PST est en marche

« Au cours de la lutte que les travailleurs péruviens sont en train de mener contre les plans de famine et de répression du gouvernement de Belaunde et Ulloa; la classe ouvrière a été témoin de l'action commune de nos partis, le POMR et le PST. Pendant la grève du 15 janvier de cette année, au 6^e congrès de la CGTP, dans la métallurgie, les banques, les services publics, pendant les grèves de Sider et de la Moderna, l'avant-garde ouvrière et étudiante a pu voir les militants du POMR et du PST

participer à ces combats actifs, en proposant des motions et des mesures de lutte qui permettent la centralisation et la victoire des combats engagés.

Les travailleurs doivent savoir que cette action commune n'est pas le fruit des circonstances. Elle représente les pas concrets et résolus vers la fusion complète de nos partis en un seul, qui puisse constituer l'embryon de la direction révolutionnaire dont le prolétariat péruvien a besoin.

Ainsi commence la déclaration publiée le 1^{er} mai dans l'édition commune des journaux *Revolucion proletaria* et *Bandera socialista*. Cette déclaration rappelle le long itinéraire des deux organisations dans la lutte pour l'indépendance de classe et pour la révolution socialiste au Pérou. La solidité de cette fusion remonte à la lutte contre la dictature, au moment des grèves nationales de 1977 et 1978, à la formation du Front ouvrier paysan étudiant et populaire (FOCEP), à l'occasion des élections à l'Assemblée « constituante » en 1978 et, plus récemment, à l'organisation du Front des travailleurs sans patrons ni généraux, aux élections de 1980. Au cours de la campagne des élections municipales, le POMR et le PST se sont battus ensemble, notamment contre l'accord de type front populaire que constitue Gauche Unie (I.U.) organisé par les stalinien et des maoïstes.

Comme le dit la déclaration : « Le refus actuel de l'I.U. de centraliser les luttes, son engagement à ne pas « déstabiliser Belaunde et sa recherche obstinée d'un « large front d'opposition » avec l'APRA et des secteurs de la bourgeoisie, tout cela confirme amplement que l'I.U. n'est pas constitué pour la lutte. La présence en son sein de secteurs de la bourgeoisie ainsi que son programme de collaboration de classe lui interdisent de devenir la direction dont les masses péruviennes ont besoin.

VENEZUELA

Fondation de l'Alliance de la jeunesse pour le socialisme

Les 30 et 31 de ce mois de mai 1981, aura lieu à Caracas le congrès de fondation de l'Alliance de la jeunesse pour le socialisme (AJS). Cette organisation est née de l'initiative prise par le PST (MIR prolétarien) pour regrouper les jeunes qui cherchent la voie du combat pour le socialisme.

Dans le journal *La Chispa-Voz socialista* du 1^{er} mars 1981, le PST indique qu'il s'agit de former « une direction qui puisse unifier les luttes des jeunes dans les quartiers, pour le droit au travail, à la culture et au sport, au logement, contre la répression... Une direc-

MEXIQUE

La campagne pour l'enregistrement de la LOM progresse

Le 3 avril, le Parti ouvrier socialiste et la Ligue ouvrière marxiste organisèrent un important meeting devant le siège de la commission fédérale électorale. Près de 1 000 personnes se rassemblèrent pour exiger l'enregistrement de tous les partis qui en faisaient la demande et, en particulier, l'enregistrement de la Ligue ouvrière marxiste qui a rempli toutes les conditions exigées par la loi réactionnaire sur les organisations politiques et les procédures électorales. Le meeting comptait avec la participation importante de l'Union des communautés de Naucalpan et également avec une délégation du parti Social démocrate. Le succès du meeting peut aussi se mesurer à l'appui apporté par un nombre important d'organisations syndicales qui s'associèrent à cette initiative et envoyèrent déclarations et protestations à la commission fédérale électorale. Parmi ces organisations, signalons : le Front authentique du travail (FAT), le Syndicat des travailleurs de Kelvinateur, le Syndicat de Traimobile, le Syndicat des laminoirs métalliques mexicaines, le Syndicat unique des travailleurs de la Pêche, le Syndicat unique des travailleurs du centre d'études supérieures de l'IRN, Mineurs Unis 31 mars, Sutin centre nucléaire, le Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome de Mexico, la coordination nationale de l'enseignement; le Centre d'études technologiques d'agronomie (CETA) de Villa Flores, le Comité central de lutte de Eduardo Morales, la revue *Punto Critico*.

Le POS, la LOM et l'Union des communautés de la municipalité de Naucalpan remirent au président de la Commission fédérale électorale, une déclaration qui explique les raisons de ce meeting et de la campagne engagée. La déclaration explique également que le fait d'avoir obligé le gouvernement à reconvoquer, le 31 mars, à une remise des demandes d'inscription de nouveaux partis, constitue une victoire obtenue par la mobilisation.

« Nous estimons que l'envoi de la convocation par la CFE constitue un premier pas important dans la lutte pour l'enregistrement des partis. Cependant, cela ne veut pas dire que nous devions baisser les mains et attendre en toute confiance que la loi s'accomplisse. Au contraire, nous savons que la meilleure garantie d'obtenir satisfaction c'est de poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que les partis soient effectivement enregistrés. »

En effet, l'envoi de la convocation ne signifie pas que le gouvernement est disposé à appliquer et respecter sa propre loi, en accordant l'enregistrement aux organisations qui remplissent les conditions requises. Le secrétaire technique de la CFE a déclaré au journal *Uno mas Uno* (4-4-81) que « Il n'est pas souhaitable que les partis politiques prolifèrent, car ainsi ils atomiseraient ou fractionneraient les tendances politiques et au lieu de renforcer l'opposition ils augmenteraient la confusion. » Et après ces arguments viennent les manœuvres...

Les organisations de la IV^e Internationale (Comité international) au Mexique ont lancé la campagne pour la légalisation des partis politiques, réclamant ce droit démocratique pour tous les partis et, en même temps, luttant pour lever les obstacles imposés à l'enregistrement de la LOM.

« ... Une chose nous préoccupe, dit la déclaration, c'est le fait que la LOM n'ait pas été citée par les porte-parole de cette commission, alors qu'ils annonçaient à l'opinion publique les partis qui sollicitaient leur enregistrement... »

Tout comme pour n'importe quel parti, nous nous prononçons pour l'enregistrement de la LOM, car elle remplit les conditions requises. De plus, parce que l'enregistrement de cette organisation signifie également l'enregistrement du Parti ouvrier socialiste, ces deux organisations ayant engagé un processus de fusion. Même chose pour l'Union des communautés populaires de Naucalpan qui se solidarise avec la LOM dans la mesure où ces organisations ont les mêmes principes et programme politique. »

tion étudiante qui puisse organiser la lutte contre les plans du gouvernement et combatte pour l'enseignement gratuit et populaire. » Le PST se propose d'impulser cette alliance « au-delà des frontières des partis, pour que des milliers de jeunes puissent développer leur activité révolutionnaire ».

La formation de l'AJS intervient à un moment de reconstitution du mouvement de masse et d'ouverture d'une crise dans le MAS et dans toute la gauche. Les possibilités de cette organisation de jeunesse apparaissent clairement à travers les résultats obtenus par les militants du PST au cours du premier mois de campagne pour le congrès de l'AJS : 100 nouveaux jeunes furent organisés et participent maintenant à la campagne.

Argentine

Travail ! Liberté ! Salaires !

Tel est le titre de l'édition spéciale d'*Opcion* à l'occasion du 1^{er} mai, largement diffusé par le PST au cours de semaines qui précédèrent le 1^{er} mai.

On peut y lire : « *Opcion* veut dédier ce numéro aux cent camarades disparus et à leurs frères qui se trouvent en prison. Ils sont, avec les milliers de combattants poursuivis, les « martyrs de Chicago » de l'Argentine de 1981. »

Continuer la lutte pour les revendications ouvrières et populaires, la nécessité de la révolution socialiste, la solidarité avec les ouvriers polonais et l'appel à constituer le PST comme parti de la résistance à la dictature, tels sont les thèmes des

différents articles qui recueillent les expériences de la lutte menée en 1981.

La commémoration du 1^{er} mai fut précédée par un événement de grande importance : les « Mères de la place de mai » (regroupement des familles des détenus-disparus), convoquèrent un rassemblement le 30 avril, devant le palais du gouvernement pour exiger la réapparition en vie des personnes séquestrées. Une grève symbolique d'une minute a également été organisée dans les usines, les bureaux, les universités, partout. Les camarades argentins et *Opcion* se placèrent toujours en première ligne du combat pour faire du 30 avril une grande journée de lutte contre la dictature, en organisant le rassemblement et des minutes de silence partout, des envois de télégrammes, des inscriptions de rue, etc...

Suisse

Action socialiste est paru

Le GTS, section suisse de la « IV^e Internationale (Comité international) », vient de publier une revue mensuelle, *Action socialiste*.

Avec en exergue « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ce nouveau journal révolutionnaire engage son combat avec une campagne de soutien et de solidarité avec les révolutions en Pologne et de El Salvador. En ce qui concerne la situation politique suisse, *Action socialiste* s'adresse au Parti socialiste suisse pour qu'il rompe sa coalition gouvernementale avec la bourgeoisie et mette fin au pacte social intitulé « Paix du travail ».